

## **Vers une Union européenne des valeurs, énergétique et résiliente**

En juin 2024, les citoyens de l'Union européenne se rendront aux urnes pour élire le Parlement européen. Une nouvelle Commission européenne entrera ensuite en fonction pour la période 2024-2029. Le Conseil européen devrait adopter en juin 2024 le Programme stratégique qui définit les orientations à l'intention de la nouvelle Commission. Le présent « état de l'Union » se penche sur les défis et les possibilités qui s'offrent aux Pays-Bas et à l'UE en période de transition.

L'UE est confrontée à des défis majeurs et urgents à l'heure de sa transition vers la maturité géopolitique. Quatre ans après les dernières élections européennes, nous observons un monde différent. Le jeu s'est durci sur l'échiquier mondial et les pressions se sont accrues sur l'ordre multilatéral fondé sur des règles et des normes partagées. Avec l'invasion de l'Ukraine en 2022, la Russie a ramené la guerre sur le continent européen. L'Union européenne a réagi énergiquement en infligeant à la Russie plusieurs trains de lourdes sanctions et en apportant un vaste soutien militaire, humanitaire et financier à l'Ukraine. La guerre en Ukraine marque un renversement historique pour l'UE et montre l'urgence du renforcement de son rôle géopolitique.

Dans ce nouveau contexte géopolitique, la question de l'élargissement de l'Union a gagné en importance. C'est une transition qui mobilisera aussi l'attention dans les prochaines années. Pour le gouvernement, il est primordial que l'UE reste un acteur fort et légitime, doté d'institutions performantes, capable d'agir efficacement et de réaliser ainsi ses ambitions. L'élargissement futur ne devra pas affaiblir l'UE et sa capacité d'action. L'adoption, la mise en œuvre et l'application de l'acquis de l'UE ainsi que des critères de Copenhague resteront la référence pour évaluer les progrès des pays candidats dans le processus d'adhésion. En outre, il est important de veiller à ce que les citoyens de l'UE adhèrent dans leur majorité à l'idée d'un élargissement.

Parallèlement, l'UE devra se préparer à un élargissement futur. Les États membres devront en identifier les conséquences et déterminer la voie à suivre. Le gouvernement estime que ces travaux préparatoires de l'UE devraient se concentrer sur au moins six thèmes étroitement liés afin de faire de l'élargissement un succès : état de droit, démocratie et droits fondamentaux ; géopolitique et sécurité ; finances ; marché intérieur ; migration et architecture institutionnelle. Une Union élargie dotée d'un marché intérieur performant et de frontières sûres peut gagner en influence dans le monde.

L'accélération et l'interconnexion des transitions écologique et numérique offrent à l'UE l'occasion d'affermir sa position sur une scène mondiale caractérisée par un changement des relations de pouvoir ainsi qu'une concurrence économique et technologique accrue. Ces dernières années, l'UE a pris des mesures importantes pour renforcer son autonomie stratégique ouverte et sa résilience économique. Ainsi se préoccupe-t-elle davantage de sa sécurité d'approvisionnement en matières premières critiques. Dans ce contexte, les Pays-Bas continuent de souligner l'importance d'une économie ouverte, d'une concurrence équitable et des partenariats internationaux. Avec le Pacte vert, l'UE a fait un pas décisif vers la neutralité climatique, sans sources fossiles, et l'économie circulaire soutenue par un approvisionnement en énergie propre et une industrie verte.

Les défis mondiaux exigent une coopération transfrontière. La plupart des Néerlandais voient une valeur ajoutée dans l'adhésion à l'UE, principalement parce qu'elle accroît le poids politique, économique et militaire des Pays-Bas, pays de taille modeste. La coopération au sein de l'UE n'est possible que si les valeurs de l'état de droit démocratique sont respectées par tous les États membres. Ce sont des piliers essentiels de la communauté européenne. Elles assurent les États membres du respect des accords. La transparence des processus décisionnels contribue aussi à la légitimité de l'Union et conditionne la confiance des Néerlandais dans l'UE. Dans les années à venir, il restera donc essentiel de veiller à garantir la légitimité démocratique et les valeurs de l'UE.

Les Pays-Bas ont donc tout intérêt à une Union européenne de valeurs énergique et résiliente, en particulier vu la conjoncture géopolitique actuelle. L'Union doit consolider sa position dans le monde en renforçant sa prospérité, sa sécurité et sa résilience et en s'efforçant de jouer un rôle géopolitique déterminant. Elle doit également œuvrer à sa stabilité et à sa durabilité ainsi qu'à sa propre communauté de valeurs. Ci-après sont présentés quatre objectifs qui, selon le gouvernement, devraient guider l'action de l'UE dans les années à venir.

### *Une Union qui accroît sa prospérité et sa résilience et accélère les transitions écologique et numérique*

Une économie forte reste essentielle pour réaliser les transitions, consolider la position de l'UE dans le monde et accroître la prospérité de ses citoyens. Pour ce faire, il est essentiel que l'UE accroisse sa compétitivité en misant sur sa propre force et en prenant des mesures pour consolider ses fondements politiques et économiques. Le marché intérieur est le premier enjeu. Un marché intérieur solide est résilient, durable, équitable et concurrentiel. Il convient de supprimer les obstacles injustifiés et de garantir des conditions de concurrence équitables, en

renforçant le contrôle et l'application de la législation. Nous maintiendrons la vitalité et le dynamisme du marché intérieur en investissant dans l'innovation, en améliorant les infrastructures et en augmentant la connectivité, par exemple dans les secteurs des transports et de l'énergie. En outre, il est important que l'UE progresse dans l'approfondissement du marché des capitaux et étudie de nouvelles mesures pour mobiliser des capitaux privés au profit des transitions écologique et numérique.

Dans ce but l'UE doit renforcer ses industries clés et ses chaînes de production, les rendre plus durables, tout en atténuant les risques de dépendances indésirables. Elle doit aussi mener une politique commerciale active, qui passe par des accords commerciaux bilatéraux et des partenariats sur les produits de base, le renforcement de sa résilience économique et de sa sécurité d'approvisionnement, notamment grâce à la diversification de ses partenaires commerciaux. Le commerce représente près d'un tiers de l'économie néerlandaise et apporte donc une contribution indispensable à la croissance économique et à l'emploi<sup>1</sup>. L'UE doit une grande partie de sa capacité d'action sur l'échiquier mondial à son poids économique, que seule une politique commerciale ouverte lui permettra de maintenir et d'accroître.

Une UE à l'épreuve du futur est une UE durable. Les épisodes météorologiques extrêmes tels que la sécheresse et les fortes précipitations de traduisent de plus en plus souvent par des incendies de forêt ou des inondations, y compris dans les zones autrefois épargnées en Europe. Nous devons fournir un effort collectif pour maintenir la planète habitable. Cela passe par une politique climatique et environnementale responsable, qui vise la neutralité climatique et la circularité afin de protéger la biodiversité et d'assurer la gestion durable de l'eau. Sur la voie d'une Union à l'épreuve du temps, il est essentiel d'investir dans la recherche et l'innovation, ainsi que dans l'agenda social et l'éducation. Dans ce but, la coopération européenne est nécessaire pour créer un climat des affaires attractif, afin que les start-up qui innovent en matière écologique et numérique puissent se développer. L'UE joue un rôle moteur dans la réglementation de l'intelligence artificielle. Il est essentiel qu'elle s'engage à renforcer la sécurité numérique ainsi qu'à sauvegarder les droits fondamentaux et les valeurs publiques. Une stratégie cohérente dans ces domaines lui permettra d'accroître sa résilience et de maintenir sa position de leader technologique.

---

<sup>1</sup>En 2023, l'Office central de la Statistique (CBS) chiffre à 32,6 % la part du commerce international dans le PIB néerlandais.

Il appartient à l'UE et à ses États membres de veiller à ce que les transitions écologique et numérique soient équitables et que chacun puisse tirer profit d'une convergence sociale et économique ascendante entre les États membres. La répartition équitable des coûts et des avantages climatiques contribue sensiblement au soutien de la politique climatique<sup>2</sup>. L'interconnexion croissante du monde se traduit à la fois par de nouveaux défis et par de nouvelles possibilités d'innovation et de collaboration, qui se manifestent aussi dans notre mode de travail. En renforçant les connaissances numériques et en soutenant la reconversion et le perfectionnement des compétences pour une main-d'œuvre durable et résiliente, la double transition pourra être réalisée et ses avantages resteront accessibles aux citoyens et aux entreprises.

### *Une Union géopolitique forte qui s'affirme sur la scène mondiale*

Pour l'heure, l'UE va devoir atteindre sa maturité géopolitique et prendre une position forte sur la scène mondiale. Cela commencera par une approche davantage intégrée dans l'élaboration de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Afin de préserver l'efficacité et la détermination de l'UE, il convient d'élargir le vote à la majorité qualifiée dans le cadre de la PESC. En outre, la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) devrait être renforcée conformément aux objectifs de la Boussole stratégique, par exemple dans le domaine de la gestion des crises ou de la poursuite du développement de l'industrie de la défense en complément de la coopération UE-OTAN.

Nous constatons que diverses menaces pesant sur la sécurité sont de plus en plus corrélées, comme en matière de sécurité économique ou de cybersécurité. Face au durcissement du jeu sur l'échiquier mondial, l'Union devra faire un usage tactique (offensif) de son poids économique, par exemple au moyen de sanctions. Dans le même temps, elle devra réduire (de manière défensive) ses dépendances indésirables en ce qui concerne les matières premières, la technologie et les infrastructures critiques. Pour ce faire, il convient de poursuivre l'intégration des composantes de la sécurité intérieure et extérieure au sein de l'UE.

Dans un monde en mutation, l'UE devra investir massivement dans le renforcement de ses relations avec d'autres pays et régions, dans le cadre du programme européen Global Gateway, d'accords commerciaux et d'autres formes de coopération. Elle devra aussi resserrer ses liens avec différents partenaires, sur la base d'un engagement commun en faveur d'un ordre mondial fondé sur le multilatéralisme et les normes et valeurs qui lui sont inhérentes. Cela

---

<sup>2</sup> Voir le rapport n° 106 du Conseil scientifique de la politique gouvernementale (WRR) : *Rechtvaardigheid in klimaatbeleid, over de verdeling van klimaatkosten* (Équité de la politique climatique, la répartition des coûts du climat).

commencera par les pays candidats actuels et potentiels. Dans le contexte d'une nouvelle réalité géopolitique, et en particulier de la guerre contre l'Ukraine, la question de l'élargissement futur de l'Union est devenue urgente. Plus que jamais, il y va de l'importance de la sécurité et de la stabilité dans la région, ainsi que des perspectives de prospérité, de paix et de sécurité offertes aux pays candidats. Le gouvernement soutient la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux et des nouveaux ou potentiels candidats à l'adhésion : l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie.

*Une Union ancrée dans la démocratie et l'état de droit, soudée par des valeurs partagées*

Les valeurs fondamentales telles que l'état de droit, la démocratie et les droits fondamentaux sont inhérentes à l'Union. La coopération entre les États membres dans tous les domaines d'action n'est possible que s'ils sont assurés du respect des valeurs inscrites à l'article 2 du TUE. Le gouvernement soutient la Commission, gardienne des traités, dans l'identification et la lutte contre les violations de l'état de droit démocratique. Nous avons constaté que l'utilisation des instruments financiers peut aboutir à des réformes concrètes en la matière. L'Union a pour tâche de protéger et de renforcer ses valeurs fondamentales et sa gouvernance démocratique, en vue d'un éventuel élargissement. Le maintien de la stabilité, le soutien aux réformes de l'état de droit et la mise en œuvre et l'application de l'acquis de l'UE devraient être les marqueurs de la politique d'adhésion. Le renforcement de l'instrumentaire européen en matière d'état de droit est essentiel au maintien à long terme d'une coopération fructueuse, élargie ou non.

Afin de protéger ces valeurs communes, l'UE devra poursuivre ses efforts pour prévenir et combattre le terrorisme, la corruption et la criminalité organisée. Elle devra également rester attentive aux menaces hybrides ou étatiques et aux ingérences clandestines d'acteurs extérieurs qui pourraient nuire à sa gouvernance démocratique. Il reste important non seulement de protéger mais aussi de renforcer la légitimité démocratique de l'UE. La bonne gouvernance est essentielle à cette fin. Le gouvernement s'engage depuis longtemps en faveur de la modernisation du processus décisionnel de l'UE. La liberté et l'indépendance des médias sont essentielles au bon fonctionnement de la démocratie dans les États membres et dans l'UE dans son ensemble. Le gouvernement appuie les propositions récentes qui y contribuent.

En matière de migration, l'UE doit conclure des accords efficaces avec les pays d'origine et de transit afin de mieux contrôler les entrées et les retours. Elle doit

également continuer à offrir une protection à ceux qui y ont droit. Ce faisant, les États membres doivent s'en tenir à l'acquis communautaire, y compris l'obligation de respecter les droits fondamentaux en matière de gestion des frontières et le bon fonctionnement du système de Dublin dans l'attente de l'issue des négociations concernant le pacte sur la migration et l'asile.

*Une Union énergique capable d'effectuer des transitions et d'obtenir des résultats*  
L'avenir appelle une Union européenne qui fasse preuve de détermination en prenant des décisions efficaces et légitimes. Les Pays-Bas sont donc favorables à une Union dotée d'institutions efficaces et d'États membres forts, de sorte que les ambitions géopolitiques puissent être concrétisées et les transitions écologique et numérique mises en œuvre avec succès. Cela passera inévitablement par des choix judicieux dans le cadre budgétaire et financier. Le gouvernement préconise un budget de l'UE prudent et moderne, qui privilégie les domaines d'action prioritaires des Pays-Bas tels que la recherche et l'innovation, la durabilité, la sécurité et la migration. En ce qui concerne la révision des règles budgétaires européennes (pacte de stabilité et de croissance), le gouvernement évaluera les propositions à l'aune de leur contribution à la viabilité des finances publiques, à la convergence socioéconomique ascendante et à l'amélioration du respect et du contrôle de l'application des règles.

De plus, la réglementation devra être améliorée. Il existe de fortes disparités nationales, régionales et locales au sein de l'Union, par exemple en matière de démographie et d'aménagement du territoire. L'impact de la législation et de la réglementation de l'UE varie donc considérablement d'un État membre à l'autre, mais aussi au sein d'un même État membre. Il est pour cette raison essentiel que la Commission tienne compte de ces différences lors de l'élaboration d'une nouvelle législation, en effectuant des analyses d'impact en temps utile et de manière cohérente. La Commission devrait également faire un usage actif du principe « un ajout, un retrait », selon lequel la nouvelle législation remplace l'ancienne et réduit les charges réglementaires inutiles. En garantissant une législation exécutable, les États membres pourront continuer à tirer profit des économies d'échelle que la coopération apporte au sein de l'Union.

L'avenir appelle une UE résiliente et énergique, notamment parce qu'elle devra anticiper des défis majeurs et y répondre. Les États membres et les citoyens de l'Union devront traverser ensemble ces transitions, d'où l'importance d'une bonne information et d'un dialogue ouvert. L'implication du Parlement néerlandais dans le processus décisionnel de l'Union est primordiale pour renforcer encore la légitimité démocratique et le soutien à l'UE. La participation et

l'information des citoyens néerlandais sur l'Union européenne restera une tâche essentielle du gouvernement. C'est pourquoi des dialogues citoyens seront de nouveau organisés en 2024, en étroite coopération avec les municipalités concernées. Le gouvernement continuera d'informer les citoyens et d'écouter ce qu'ils attendent de la future Union.